

Evaluation des activités d'appui à l'alimentation scolaire au Bénin, au Cameroun et au Sénégal de 2022 à 2025

Résumé des termes de référence

Juin 2025

Cette évaluation multi-pays des appuis du PAM à l'alimentation scolaire au Bénin, Cameroun et Sénégal de 2022 à 2025 est commanditée conjointement par les trois bureaux pays, appuyés par le Bureau de l'évaluation (OEV) du PAM et en étroite consultation avec les agences gouvernementales chargées de l'alimentation scolaire dans les trois pays.

Objet et finalité de l'évaluation

L'appui du PAM aux cantines scolaires dans les trois pays peut être classé en trois catégories : 1) appui direct à la gestion et à l'approvisionnement des cantines scolaires ; 2) appui aux achats locaux et à la production locale d'aliments pour approvisionner les cantines ; et 3) renforcement des capacités des services publics sur le plan des politiques et stratégies et dans la gestion, le suivi et l'approvisionnement des cantines scolaires.

Plus précisément, au Bénin, le PAM a appuyé le Programme National de l'Alimentation Scolaire Intégré (PNASI) aidant à étendre sa couverture jusqu'à 75 % des écoles primaires publiques. Le PAM a soutenu l'optimisation de la chaîne d'approvisionnement et le renforcement des systèmes nationaux d'analyse, notamment. En 2024, la gestion des cantines dans la grande majorité des écoles a été transférée au Gouvernement. Le PAM poursuit à travers une initiative pilote d'alimentation scolaire locale « plus » ses appuis dans 400 écoles vulnérables, en soutenant leur approvisionnement par la production locale et en introduisant, entre autres, des technologies de cuisson propres et des transferts monétaires.

Au Cameroun, depuis 2022 le PAM a mis en œuvre un modèle mixte combinant alimentation scolaire d'urgence et programme d'alimentation scolaire basé sur la production locale. L'alimentation scolaire d'urgence a été progressivement réduite d'envergure passant de 72 000 élèves en 2022 à 32 100 élèves en 2024. En revanche, l'alimentation scolaire basée sur les achats locaux a connu une expansion significative, fournissant en 2024 des repas scolaires nutritifs à près de 72 000 élèves dans 107 écoles. Le PAM a également soutenu l'élaboration de la Stratégie nationale d'alimentation scolaire, validée techniquement en 2024, en réalisant notamment une analyse SABER-SF pour diagnostiquer les capacités

nationales.

Au Sénégal, le PAM a mis en œuvre une approche intégrée combinant alimentation scolaire universelle, renforcement des systèmes alimentaires locaux et soutien à la gouvernance nationale. Entre 2020 et 2022, le programme a atteint près de 250 000 enfants dans 1 254 écoles, mais ses nombres ont diminués face aux contraintes de financement pour atteindre environ 65 000 élèves pour 2024-2025. Le programme a également intégré des initiatives pour promouvoir l'autonomisation des femmes et l'inclusion sociale. Pour assurer la pérennité des efforts engagés, le PAM a appuyé la mise en place du Programme National de Cantines Scolaires (PNCS).

Cette évaluation décentralisée évaluera les contributions du PAM aux programmes d'alimentation scolaire dans les trois pays en établissant des relations de causalité plausibles entre les produits des activités du PAM, le processus de mise en œuvre, l'environnement opérationnel et les changements observés sur le plan des objectifs, y compris toute conséquence involontaire.

L'évaluation adoptera les critères d'évaluation standard du GNUE et de l'OCDE/CAD, à savoir : la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficacé, la durabilité et l'impact.

Objectifs et parties prenantes de l'évaluation

Cette évaluation répond au double objectif de la redevabilité et de l'apprentissage. D'une part, elle examinera la performance et les résultats de l'appui du PAM auprès des programmes d'alimentation scolaires des trois pays, pour rendre compte auprès des parties prenantes des efforts dédiés et de l'utilisation optimale des ressources imparties. D'autre part, elle examinera si les soutiens apportés par le PAM étaient pertinents par



rapport aux besoins et priorités des gouvernements et des populations ciblées et par rapport au contexte de chaque pays. Elle étudiera les raisons de l'obtention ou non des résultats escomptés, et permettra ainsi de tirer des enseignements, de dégager de bonnes pratiques et de fournir des recommandations pour l'avenir.

Dès sa conception, l'évaluation impliquera de diverses parties prenantes internes et externes du PAM, telles que les agences publiques pertinentes, les bureaux de pays et régional du PAM concernés, d'autres agences des Nations Unies, les partenaires coopérants et les bailleurs de fonds. L'évaluation recueillera et prendra en compte les points de vue des nombreux acteurs clés locaux (directions d'école, enseignants, cuisinières, élèves et leurs parents, comités de gestion des cantines, commerçants et producteurs locaux, etc.).

Questions clés de l'évaluation

L'évaluation portera sur les questions suivantes :

QE1 – Dans quelle mesure les appuis du PAM au programme national d'alimentation scolaire répondent-ils aux priorités nationales et locales, et aux besoins des populations affectées ?

L'évaluation appréciera l'alignement des appuis du PAM par rapport aux politiques et priorités nationales et le niveau de participation des acteurs de la société civile et des communautés à la conception, la mise en œuvre et le suivi des interventions. Elle évaluera dans quelle mesure les appuis du PAM répondent aux besoins de tous les filles et garçons d'âge scolaire et des communautés, et en particulier des personnes les plus vulnérables.

QE2 - Dans quelle mesure les appuis du PAM sont-ils cohérents entre eux et par rapport aux autres interventions dans le pays ?

L'évaluation appréciera la logique et la cohérence du cadre de résultats, des liens de cause-à-effet présumés et des hypothèses de réussite de l'intervention du PAM. Elle vérifiera l'alignement des appuis du PAM par rapport aux politiques, stratégies et consignes organisationnelles et pour le pays du PAM en matière de soutien aux cantines scolaires, d'approvisionnement local, de protection et de gestion des risques, et évaluera la cohérence des interventions du PAM avec celles d'autres acteurs.

QE3 – Dans quelle mesure les appuis du PAM ont-ils livré les produits escomptés ?

L'évaluation appréciera dans quelle mesure le PAM a livré les activités et produits de qualité, en quantités et avec l'envergure prévues, et si le ciblage des populations (filles, garçons, femmes, hommes et personnes en situation de handicap) ayant le plus besoin des aides du PAM a été efficace.

QE4 – Dans quelle mesure le PAM a-t-il réussi à

optimiser l'utilisation des ressources et du temps disponibles ?

L'évaluation vérifiera si les interventions ont été mises en œuvre de la manière la plus économique et dans des délais raisonnables sans sacrifier la qualité et l'inclusion des populations plus difficiles à accéder. Elle évaluera la qualité de la gestion et du suivi des activités par le PAM, le Gouvernement et leurs partenaires. Elle fera aussi une comparaison du rapport coûts-bénéfices associé à l'approvisionnement des cantines à partir de la production locale vis-à-vis d'autres formes d'approvisionnement.

QE5 - Dans quelle mesure les appuis du PAM ont-ils pu contribuer aux objectifs du programme national d'alimentation scolaire et aux effets directs stratégiques du PAM ?

L'évaluation examinera comment les appuis du PAM ont contribué à l'amélioration de l'apprentissage, de la santé et de la nutrition des enfants d'âge scolaire, y compris ceux en situation de handicap. Elle analysera également les effets sur les petits exploitants agricoles ainsi que sur les capacités des institutions nationales à gérer le programme d'alimentation scolaire.

QE6 - Dans quelle mesure les résultats pourront-ils être maintenus et amplifiés à long terme ?

L'évaluation analysera dans quelle mesure les conditions politiques, institutionnelles et financières sont en place pour que les partenaires nationaux et locaux du PAM puissent poursuivre la trajectoire d'amélioration du programme d'alimentation scolaire de manière autonome. Elle s'intéressera à la durabilité économique, environnementale et sociale des différents modèles d'approvisionnement des cantines promus par le PAM et aux conditions de reproduction de ces modèles.

L'évaluation se focalisera sur certains **thèmes d'apprentissage**, notamment, la performance des systèmes d'approvisionnement à partir de la production locale comparée aux autres formes d'approvisionnement et l'efficacité des appuis du PAM en termes de renforcement des capacités nationales et locales de gestion et de suivi d'un programme de cantines scolaires de qualité, afin de prendre le relais du PAM.

De manière transversale, l'évaluation s'intéressera à comprendre dans quelle mesure les questions relatives à l'égalité entre les sexes, à l'autonomisation des femmes et à l'inclusion des personnes en situation de handicap ont été intégrées dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des appuis du PAM.

Méthodologie et considérations éthiques

L'évaluation se reposera sur une approche théorique pour estimer l'efficacité et l'impact des appuis du PAM. Pour assurer l'impartialité et minimiser les biais

L'approche d'évaluation s'appuiera sur des méthodes mixtes et différentes sources de données systématiquement triangulées. Afin de maîtriser les coûts, l'évaluation se reposera au maximum sur les données secondaires fiables disponibles. La collecte de données primaires comblera entretiens individuels et de groupe, observations directes sur le terrain et enquêtes quantitatives.

L'approche considèrera l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes, l'équité et l'inclusion, et assurera que les points de vue et les propos de divers groupes (hommes, femmes, garçons, filles, personnes âgées, personnes en situation de handicap et autres groupes marginalisés) seront recueillis et pris en compte.

L'évaluation suivra les [directives éthiques du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation \(GNUE\) en matière d'évaluation](#) (intégrité, redevabilité, respect et bienfaisance). Pour la collecte, la gestion et l'utilisation de toute information concernant les enfants, l'équipe d'évaluation suivra les lois en vigueur dans chaque pays ainsi que les principes de l'information responsable pour les enfants ([Responsible Data for Children – RD4C](#)) de l'UNICEF et la [Charte sur la recherche éthique impliquant des enfants](#). Les données personnelles seront traitées conformément aux principes de traitement équitable et légitime.

Rôles et responsabilités

ÉQUIPE D'ÉVALUATION : L'évaluation sera menée par une équipe de consultants indépendants disposant d'un ensemble de compétences pertinentes dans les divers domaines techniques et contextes de pays. Un cadre technique de chaque agence partenaire principale du PAM sera invité à participer dans l'évaluation des appuis du PAM dans un autre pays.

COMITÉ D'ÉVALUATION : Il approuvera les résultats de l'évaluation, garantira l'indépendance et l'impartialité de l'évaluation à tous les stades, participera aux discussions avec l'équipe d'évaluation et supervisera le processus de préparation de la réponse de la direction aux recommandations de l'évaluation. L'unité d'évaluation régionale du Bureau de l'évaluation assurera le secrétariat du comité d'évaluation.

GROUPE DE GESTION DE L'ÉVALUATION : L'évaluation sera gérée par un groupe de trois cogestionnaires de chaque bureau de pays. Ils seront les principaux intermédiaires entre l'équipe d'évaluation – représentée par le chef d'équipe – et le PAM, et veilleront au bon déroulement du processus de mise en œuvre ainsi qu'au respect des normes de qualité en matière de processus et de contenu. L'unité d'évaluation régionale assurera le secrétariat du groupe de gestion et apportera son soutien tout au long du processus.

GROUPE DE RÉFÉRENCE DE L'ÉVALUATION : Il s'agit

d'un groupe consultatif qui informera l'évaluation et fournira des commentaires sur les produits de l'évaluation. Il sera guidé par les principes de transparence, d'appropriation, d'utilisation et d'exactitude, et composé du Comité d'évaluation, des chefs de programme, responsables de suivi-évaluation, chefs des unités chargées de cantines scolaires et tout autre membre du personnel PAM pertinent. Il comprendra aussi des représentants du Gouvernement, donateurs, partenaires coopérants et autres acteurs nationaux pertinents.

PARTIES PRENANTES : Les principales parties prenantes du PAM sont censées participer à l'ensemble du processus d'évaluation de manière à en garantir la pertinence et la transparence. Les parties prenantes externes telles que les bénéficiaires, le gouvernement, les donateurs, les partenaires de mise en œuvre et les autres agences des Nations Unies seront consultées.

Calendrier et étapes clés

Démarrage de juillet à octobre 2025. L'équipe d'évaluation approfondira ses connaissances sur l'objet d'évaluation et développera la méthodologie et la planification détaillée de l'évaluation.

Collecte de données de novembre 2025 à octobre 2026 : Pour chaque pays, le travail de terrain s'étendra sur 2 à 3 semaines et comprendra des entretiens au niveau de la capitale et des zones d'interventions et des visites d'écoles et de sites de production d'aliments pour les cantines. Une présentation des résultats préliminaires sera effectuée sous la forme d'une réunion de debriefing en fin de mission.

Analyse des données et rapports d'évaluation de janvier 2026 à mai 2027 : Après chaque mission de terrain, l'équipe d'évaluation préparera immédiatement le rapport d'évaluation pour le pays qui présentera les résultats, les conclusions et les recommandations de l'évaluation spécifiques pour le pays.

Résumé multi-pays et atelier régional de mars à mai 2027 : Quand le troisième rapport de pays a été finalisé, l'équipe d'évaluation produira un résumé multi-pays, qui reprendra les conclusions et leçons principales des trois évaluations de pays. Un atelier régional sera organisé conduit avec les parties prenantes en mai 2027 pour promouvoir la diffusion et l'appropriation des résultats et des recommandations par les parties prenantes.

Diffusion : Les résultats seront largement diffusés et les rapports d'évaluation finaux ainsi que le résumé multi-pays seront rendus accessibles au public sur le site web du PAM.

Les termes de référence sont disponibles en intégralité à l'adresse suivante : [ajouter le lien WFP.ORG](#)